

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

**IDCC : 1090. – SERVICES DE L'AUTOMOBILE
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)**

AVENANT N° 66 *BIS* DU 19 SEPTEMBRE 2013
RELATIF À LA PORTABILITÉ DES GARANTIES DU RÉGIME DE PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE

NOR : ASET1351123M

IDCC : 1090

Vu la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, prise en son article 1^{er} ;
Vu l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale ;
Vu le règlement général de prévoyance annexé à la convention collective ;
Vu l'accord du 19 septembre 2013 instituant un régime professionnel complémentaire de santé (RPCS), ensemble l'avenant n° 66 à la convention collective,
les organisations soussignées conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

L'intitulé et le premier alinéa de l'article 1^{er} de la notice d'information sur la portabilité des droits de prévoyance obligatoire, annexée au règlement général de prévoyance, sont modifiés comme suit :

« Portabilité des droits du régime de prévoyance obligatoire
Notice d'information prévue par l'article 1.21 *b* de la convention collective

1. Nature des garanties

Les anciens salariés pris en charge par le régime d'assurance chômage peuvent conserver, pour eux-mêmes et leurs ayants droit, le bénéfice des garanties du régime de prévoyance obligatoire (RPO) énumérées ci-après pendant leur période de chômage et pour une durée égale à la durée de leur dernier contrat de travail appréciée en mois entiers, dans la limite de 12 mois de couverture : ».

Article 2

A l'avant-dernier alinéa du même article 1^{er}, les mots « et de santé » sont supprimés.

Article 3

Après la première phrase de l'article 2 « Information du salarié sur ses droits » de la notice d'information, est insérée la phrase suivante :

« L'employeur est tenu de mentionner l'existence de ces droits lors de la remise du certificat de travail. »

Article 4

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Fait à Suresnes, le 19 septembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNAA ;
Professionnels du pneu ;
UNIDEC ;
FNCRM ;
GNESA ;
CNPA ;
FFC ;
SNCTA.

Syndicats de salariés :

CFTC ;
CFE-CGC ;
CGT-FO ;
FTM CGT.